



BRÈVES ÉCONOMIQUES Tunisie & Libye

Une publication du Service Economique Régional de Tunis

Semaine du 13 janvier 2025

Libye - Zoom sur les perspectives économiques 2025

Selon la dernière édition du [Libya's Economic Monitor](#) de la [Banque mondiale](#), l'économie libyenne se serait contractée de 2,7% en 2024 en raison d'une réduction de la production pétrolière à 1,1 Mb/j. Si l'économie libyenne a connu une apparente stabilité en 2023, cette dernière reste particulièrement volatile en raison de sa très forte dépendance au secteur pétrolier, qui représente les deux tiers du PIB, 97% des revenus de l'État et 94% des exportations (2023). Ainsi, la contraction du PIB en 2024 est principalement attribuable à la réduction de la production pétrolière (1,1 Mb/j sur l'année), conséquence des blocages des champs pétroliers pendant la crise de la Banque centrale, survenue d'août à octobre (-8,5% sur les dix premiers mois), tandis que le prix moyen du baril est resté stable par rapport à 2023 (80 USD). Pour 2025 et 2026, la Banque mondiale anticipe une reprise de la croissance, respectivement à 9,6% et 8,4%, soutenue par une hausse attendue de la production pétrolière (estimations à 1,2 et 1,3 Mb/j). La croissance du PIB non pétrolier aurait atteint 1,8% en 2024, portée par la consommation, et se situerait autour de 9% en moyenne pendant la période 2025-2026. L'inflation serait inférieure à 2,5% en 2024 et en 2025, en raison de la prédominance des prix administrés.

LE CHIFFRE A RETENIR

- 2,7%

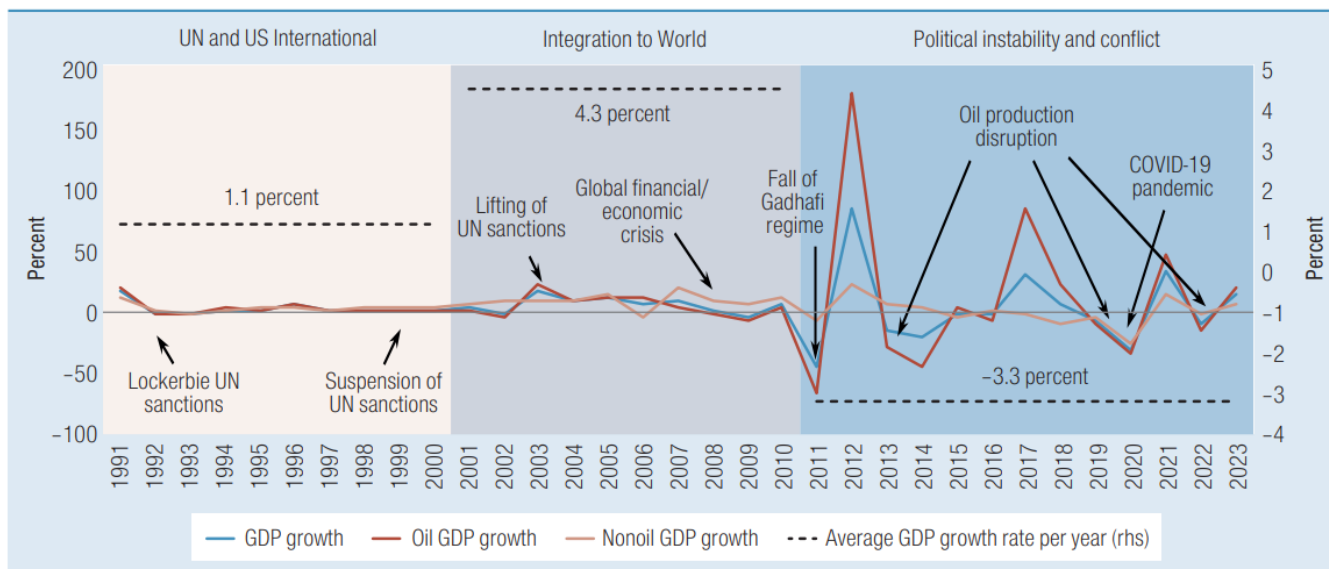
Le taux de croissance du PIB
de la Libye en 2024 selon la
Banque Mondiale

Malgré la baisse des recettes pétrolières en 2024, les excédents budgétaires et extérieurs atteindraient respectivement 1,7% et 4,1% du PIB, grâce à une réduction des dépenses publiques et des importations. L'exécution des finances publiques reste marquée par la division institutionnelle, le fonctionnement en « douzième budgétaire » et le poids des dépenses en salaires et subventions. Près de 75% des dépenses publiques sont consacrées à la masse salariale - 89% des emplois formels du pays étant publics - ainsi qu'aux diverses subventions et transferts sociaux. En 2024, malgré la diminution des revenus pétroliers (-16% sur les 10 premiers mois), le solde budgétaire du Gouvernement d'Unité Nationale (GUN, localisé à Tripoli) est resté positif grâce à une gestion prudente des dépenses publiques (-7,5% sur la même période). Les dépenses d'investissement, déjà faibles, ont subi une contraction importante (-62%, représentant seulement 5% des dépenses de l'État), tandis que les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 3,6% en raison de la hausse des salaires. La Banque mondiale prévoit un excédent budgétaire de 6,5% du PIB en 2025. Concernant les comptes extérieurs, les exportations ont diminué de 6% au cours du 1^{er} semestre 2024, tandis que les importations ont chuté de 10%. Cette contraction des importations est principalement la conséquence des mesures de durcissement de l'accès aux devises imposées par la Banque centrale (taxe de 27% sur les devises en mars 2024 et limitation de l'accès aux lettres de crédit), assouplies depuis lors.

Bien que la situation sécuritaire connaisse une stabilisation précaire, le développement économique du pays reste entravé par les dissensions politiques entre l'Ouest et l'Est du pays.

Selon la Banque mondiale, avec un RNB par habitant de 7 570 USD (2023), la Libye se classe parmi les pays à revenu intermédiaire supérieur, mais accuse un retard considérable par rapport à ses pairs pour la plupart des indicateurs de développement. Depuis plus d'une décennie, l'impact des conflits successifs sur l'économie libyenne est estimé par la Banque mondiale à 600 Mds USD (en dollars constants de 2015). Selon l'étude, en 2023, le PIB de la Libye, en l'absence de conflit, aurait dû être 74% plus élevé que celui effectivement réalisé. Le taux de croissance annuel moyen serait de -3,3% sur la période 2011-2023, contre +4,3% sur la période 2001-2010 (voir graphique ci-dessous).

FIGURE 20 • Decades of International Sanctions, Political Instability and Oil Prices Volatility



Source: IIN. World Bank staff estimates and calculations.

Régional

La Tunisie ratifie la convention tripartite Algérie-Tunisie-Libye sur les eaux partagées du Sahara septentrional

Selon le Journal officiel de la République tunisienne du 10 janvier 2025, la Tunisie a ratifié la convention portant sur la création d'un mécanisme de concertation sur les eaux partagées du Sahara septentrional entre la Tunisie, l'Algérie et la Libye. Cette convention avait été établie lors d'une réunion regroupant les ministres de l'Agriculture des trois pays en avril 2024, à la suite du Sommet consultatif tripartite qui s'était tenue à Tunis quelques jours plus tôt entre le président de la République tunisienne, Kaïs Saïed, son homologue algérien, Abdelmadjid Tebboune, et le président du Conseil présidentiel libyen Mohamed Younes Al-Manfi, et au cours duquel avait été acté la

décision de former un groupe de travail mixte afin d'accélérer l'exploitation des eaux souterraines partagées dans cette zone. D'une surface d'un million de km², le Sahara septentrional dispose de ressources en eaux stratégiques pour les trois pays, qui se sont engagés à en tirer profit de manière commune et durable.

Tunisie

La France reste le 1^{er} client de la Tunisie en 2024

Selon [les résultats du commerce extérieur pour l'année 2024](#), publiés par l'Institut national de la statistique (INS), les échanges commerciaux (biens) entre la Tunisie et le reste du monde ont atteint 143 Mds TND en 2024 (soit environ 43 Mds EUR), soit une hausse de 1,3% par rapport à 2023. Cette croissance s'explique par la hausse des importations (+2,3% à 81 Mds TND), en lien notamment avec les achats de produits

énergétiques (+9,1% à 14,7 Mds TND), tandis que les exportations restent au même niveau qu'en 2023 à 62 Mds TND, pénalisées notamment par le repli des ventes de produits textiles (-2% à 7,2 Mds TND). En conséquence, **le déficit commercial pour l'année 2024 s'établit à 18,9 Mds TND (5,7 Mds EUR), contre 17 Mds TND en 2023.** Dans le détail, les principaux produits exportés par la Tunisie en 2024 sont les machines et appareils électriques (26,1% des ventes), les vêtements et accessoires (8,6%) et les graisses, huiles et cires (8,5%) tandis que les principaux produits importés sont les produits pétroliers (18,8% des achats), les machines et appareils électriques (12,1%) et les chaudières, réacteurs et autres engins mécaniques (7,8%). Les principaux clients bilatéraux de la Tunisie sont la France (21,7% des exportations), l'Italie (18,8%) et l'Allemagne (13,3%) tandis que les principaux fournisseurs sont l'Italie (12% des importations), la Chine (11,3%) et la France (10,3%). En conséquence, **la France reste le 1^{er} partenaire commercial de la Tunisie en 2024 avec 15,2% du total des échanges de biens (21,8 Mds TND, soit 6,6 Mds EUR).** Au niveau bilatéral, les exportations tunisiennes vers la France ont reculé de 4,6% à 13,5 Mds TND alors que les importations de produits français ont progressé de 0,5% à 8,3 Mds TND. Cette évolution a légèrement réduit l'excédent bilatéral avec la France, qui reste toutefois largement le 1^{er} excédent bilatéral de la Tunisie (5,1 Mds TND, contre 2,4 Mds TND pour l'Allemagne).

La coopération italienne renforce son engagement en Tunisie : jusqu'à 400 M EUR de prêts et de dons annoncés sur 2025-2027

Le ministre des Affaires étrangères tunisien, Mohamed Ali Nafti, a rencontré son homologue italien, Antonio Tajani, le 16 janvier 2025 à Rome. Les discussions ont porté sur l'importance d'une stratégie globale et multidimensionnelle pour relever les défis communs aux deux pays, notamment ceux liés à la migration irrégulière et le trafic d'êtres humains. A l'issue de cette rencontre, plusieurs accords de coopération ont été signés. L'Italie s'est

engagée à mobiliser jusqu'à 400 M EUR (320 M EUR sous forme de prêts et 80 M EUR en subventions) pour financer des projets sur la période 2025-2027, après 200 M EUR engagés sur la période 2021-2023 (150 M€ de prêts et 50 M€ de dons). Ces fonds seront notamment destinés au projet stratégique de sécurité alimentaire « TANdem italo-tunisien - TANIT », inscrit dans le Plan Mattei de soutien à l'Afrique, et qui repose sur trois volets : (i) le traitement des eaux usées en Tunisie ; (ii) l'amélioration des performances agricoles ; et (iii) la promotion de la formation, de la recherche et de l'innovation. En outre, un mémorandum d'entente dans le domaine de la transition énergétique a été signé pour développer des projets conjoints dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Enfin, un accord bilatéral a été conclu sur la reconnaissance mutuelle des permis de conduire.

Concessions minières : annulations et nouvelles attributions

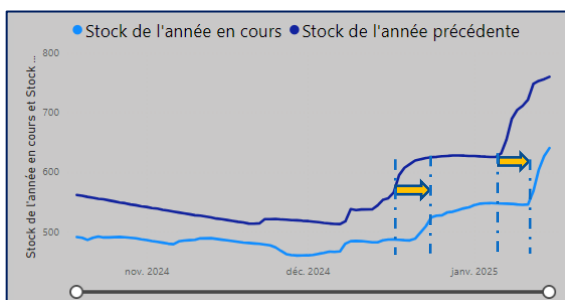
Le ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie [a annoncé](#) l'annulation de quatre concessions dédiées à l'exploitation du gypse et situées à Bir Mguebla (800 ha), Oued Sabat (400 ha) et Jebel Hachana (800 ha) dans le gouvernorat de Tataouine, ainsi qu'à Oued Ech Chogga dans le gouvernorat de Gafsa. Elles étaient respectivement exploitées par la Société Maghrébine d'Investissement et de Partenariat (Tunisie), le Groupe Mestawa Gypse (GMG, Tunisie), la société Royal Invest (Tunisie), et M. Ahmed Ben Salah Souilah.

Parallèlement, deux nouvelles concessions de la même catégorie ont été attribuées. La première, Sidi El Hani Nord (1600 ha) dans le gouvernorat de Sousse, a été accordée à M. Abdelkader Bouziane. La seconde, Sidi El Hani Sud (1200 ha), couvrant les gouvernorats de Sousse et Mahdia, a été attribuée à la Société Générale du Travail du Sahel.

Dans la cinquième catégorie, un permis de recherche minière baptisé « Skarna », couvrant une superficie de 12 800 ha dans les gouvernorats du Kef et de Siliana, a été octroyé à la société Himilco Resources (Australie). Cet investissement initial, d'une valeur de 7,83 M TND, vise à intensifier les activités de prospection dans ces régions.

Taux de remplissage des barrages à 27,6% selon l'ONAGRI

Selon l'Observatoire National de l'Agriculture (ONAGRI), le taux de remplissage des barrages s'est établi à 27,6% le 16 janvier 2025, soit près de 650 millions de m³ et une régression de près de 15% par rapport à l'année dernière à la même date (761 millions de m³). Le remplissage des barrages reste inégal puisque ceux du Nord sont remplis à 32,2% - contre 38,8% l'année dernière à la même date – tandis que ceux du centre et du Cap-Bon sont respectivement à 10,6% et 13,9%. Les précipitations intenses des dernières semaines, et en particulier des derniers jours, sur l'ensemble du territoire ont permis d'améliorer le taux de remplissage des barrages, qui était seulement de 20,7% un mois auparavant. Cette période de précipitations n'a rien d'inhabituel si ce n'est son retard par rapport à 2023 comme le montre le graphe ci-dessous.



Stocks des barrages tunisiens en millions de m³, entre octobre et janvier, source : ONAGRI

La production de phosphate s'élèverait à 3 Mt en 2024

Selon le média tunisien [l'Economiste Maghrébin](#), la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG) aurait produit près de 3 Mt de phosphate en 2024 avec une moyenne mensuelle de 250 000 tonnes. Ces résultats se rapprochent de ceux de 2023 où la Tunisie a produit 2,9t de phosphate selon [le Ministère de l'Industrie des Mines et de l'Energie](#) mais restent loin de l'objectif de la CPG de porter sa production annuelle à 5 Mt en 2025. Par ailleurs, la CPG a annoncé récemment la suspension du transport de phosphate humide et séché vers la Société

Tuniso-Indienne des Engrais (TIFERT), détenue par la holding GCT/CPG à 70% et par les entreprises indiennes CIL & GSFC à 30%, en raison d'impayés s'élevant à 900 MTND. Secteur clé de l'économie tunisienne depuis l'indépendance, la production de phosphate a connu une forte baisse à partir de la révolution de 2011 : alors que le pays produisait 8 Mt de phosphate par an en 2010 (5^{ème} producteur mondial), la production n'atteignait plus que 2,8 Mt en 2020. Depuis 2021-2022, la production reprend lentement, plaçant le pays à la 11^{ème} place mondiale en 2022 avec 3,6t de phosphate produit.

Lancement d'un appel d'offres pour deux centrales photovoltaïques de 100 MW

Dans le cadre de [l'appel d'offres lancé en décembre 2022](#) devant permettre à terme la construction de 800 MW de capacité d'énergie renouvelable solaire sur site privé dans le cadre du régime de concession, le ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie (MIME) a lancé le 14 janvier 2025 le deuxième *round* pour la construction de deux centrales photovoltaïques de 100 MW. Les entreprises intéressées auront jusqu'au 30 avril 2025 pour soumettre leur offre. Pour rappel, le premier *round* de cet appel d'offres a permis l'octroi fin décembre 2024 de trois projets de 100 MW à [Qair \(Gafsa\) et Voltalia \(Gabès\), deux entreprises françaises, et Scatec \(Sidi Bouzid\)](#). L'attribution de ces projets solaires constitue une nouvelle étape importante dans la transition énergétique de la Tunisie vers un objectif de 35% d'énergies renouvelables dans le mix électrique d'ici 2030.

Tableau 1 – Tunisie - Principaux indicateurs structurels.

	2023	2024 (p)	2025 (p)
PIB nominal, en Mds USD	48,5	52,6	54,7
Croissance du PIB réel, en %	0,0	1,6	1,6
Taux d'investissement, en % du PIB	12,3	11,2	10,8
Taux d'épargne, en % du PIB	9,6	7,6	7,4
Taux d'inflation annuel moyen, en %	9,3	7,1	6,7
Solde budgétaire, en % du PIB	-6,9	-5,9	-5,1
Recettes publiques, en % du PIB	28,7	28,5	28,1
Dépenses publiques, en % du PIB	35,5	34,5	33,3
Dette publique, en % du PIB	82,4	83,7	84,3
Solde courant, en % du PIB	-2,7	-3,5	-3,4
Réserves de change, en Mds USD	9,1	8,7	7,7
Notation souveraine Fitch/Moody's et perspective	CCC-/CAA2 négatif	CCC+/CAA2 stable	-

Sources : World Economic Outlook Database (octobre 2024), FMI

Tableau 2 – Tunisie - Principaux indicateurs conjoncturels.

Indicateurs macroéconomiques	période/date	Valeur	Var. par rapport à la période précédente
Croissance trimestrielle du PIB, en %	T3 2024	1,8%	+0,8 p.p.
Taux de chômage, en % de la pop. active	T3 2024	16,0%	0,0 p.p.
Taux d'inflation mensuel, en %	Déc-2024	6,2%	-0,4 p.p.
Recettes touristiques cumulées, en Mds TND	Au 10/01/2025	0,173 Mds TND	+7,4% en g.a.
Revenus du travail cumulés, en Mds TND	Au 10/01/2025	0,208 Mds TND	+5,1% en g.a.
Indicateurs monétaires et financiers	date	Valeur	Var. en g.a.
Taux d'intérêt directeur de la BCT, en %	Au 16/01/2025	8,0%	0,0 p.p.
Réserves de change, en jours d'importation	Au 16/01/2025	118 jours	-
Taux de change USD/TND	Au 15/01/2025	3,21 USD/TND	+3,92%
Taux de change EUR/TND	Au 15/01/2025	3,31 EUR/TND	-2,16%

Sources : INS, BCT

Libye

L'État enregistre un léger excédent budgétaire sur l'année 2024 à 61 M USD, avec une chute de 29% des transferts de la NOC à l'État

D'après le [rapport annuel sur les recettes et les dépenses de l'État pour l'année 2024](#), publié par la Banque Centrale de Libye (BCL), les recettes de l'État ont atteint 25 Mds USD en 2024 (contre 26,3 Mds USD en 2023) dont 73% proviennent du secteur pétrolier à 18,2 Mds USD (contre 25,5 Mds USD en 2023, soit 97% des recettes) réparties entre revenus du pétrole (15,5 Mds USD) et redevances pétrolières (2,6 Mds USD). La taxe sur les transactions en devises étrangères, adoptée en mars, a permis à l'État de collecter près de 4,5 Mds USD, soit 18% des recettes publiques, alors que les bénéfices de la BCL transférés au Trésor ont atteint 1,4 Md USD (6% des recettes). Les dépenses se sont quant à elles établies à 24,9 Mds USD, et se répartissent entre : (i) paiement des salaires (55% des dépenses à 13,7 Mds USD) ; (ii) dépenses de développement (4,45 Mds USD ; 18% des dépenses) ; (iii) subventions (3,25 Mds USD ; 13%). Par ailleurs, des revenus exceptionnels ont été versés à la National Oil Corporation (NOC) et à la General Electricity Company (GEC), respectivement à hauteur de 1,35 Md USD et 0,6 Md USD, dans la continuité du budget 2023. Au total, l'État libyen enregistre un léger excédent budgétaire sur l'année 2024, d'environ 61 M USD.

Suite à la publication de ce rapport, la NOC a diffusé [un communiqué](#) dans lequel elle confirme la baisse de ses revenus en 2024. Son chiffre d'affaires s'est élevé à 26,1 Mds USD en 2024 (contre 31 Mds USD en 2023) et les revenus transférés à l'État ont reculé à 15,8 Mds USD (contre 22,3 Mds USD en 2023), soit une baisse de 29%. Selon son communiqué, cette baisse serait notamment attribuable au recul de la production pétrolière (blocages des champs pétroliers de l'été 2024 lors de la crise de la BCL) et à la baisse du prix moyen du baril (-1,86 USD en 2024). Vraisemblablement, la progression de

l'utilisation du mécanisme de swap brut/raffiné pourrait également expliquer la baisse des revenus pétroliers.

Démission du président de la NOC, M. Farhat Bengdara

La National Oil Corporation (NOC) a annoncé dans un communiqué, le 16 janvier 2025, que son président M. Farhat Bengdara venait de démissionner en raison de problèmes de santé. Dans l'attente de la formation d'un nouveau conseil d'administration, M. Masoud Sulaiman a été nommé directeur par intérim par le Premier ministre al-Dbeibah. M. Farhat Bengdara était président de la NOC depuis juillet 2022. Banquier ayant réalisé une partie de ses études au Royaume-Uni, M. Bengdara avait également été gouverneur de la Banque Centrale de Libye entre 2006 et 2011 après avoir été Vice-gouverneur entre 2000 et 2006.

Le gouvernement libyen lance le programme destiné à soutenir l'entrepreneuriat en Libye

Le Premier ministre du Gouvernement d'Unité Nationale (GUN), Abdelhamid Dbeibah, a lancé, le 14 janvier 2025, le programme « 1 000 entrepreneurs pour 1 000 projets » à l'Université de Tripoli. Cette initiative vise à : (i) encourager les projets entrepreneuriaux parmi les étudiants et jeunes diplômés libyens ; et (ii) favoriser l'intégration des jeunes entreprises innovantes dans le tissu économique, afin de soutenir à long terme la diversification de l'économie, qui repose principalement sur l'activité pétrolière. Soutenu par des financements publics, la BCL et des investissements privés, un fonds a été créé pour financer ces projets innovants. Lors de son intervention, le Premier ministre a par ailleurs souligné l'importance des incubateurs universitaires dans l'accompagnement de l'entrepreneuriat chez les jeunes. Il a également évoqué l'initiative « 1 000 opportunités d'emploi », menée par l'Université de Tripoli en partenariat avec 50 entreprises du secteur privé, dont l'objectif est de favoriser la création d'emploi pour les jeunes diplômés.

Tableau 3 – Libye - Principaux indicateurs structurels.

	2023	2024 (p)	2025 (p)
PIB nominal, en Mds USD	44	44,8	48
Croissance du PIB réel, en %	10,2	2,4	13,7
Production de pétrole brut, en M de barils par jour	1,2	1,2	1,4
Taux d'inflation annuel moyen, en %	2,4	2,0	2,3
Solde budgétaire, en % du PIB	8,2	-4,8	-2,1
Solde courant, en % du PIB	14,6	11,1	12,5
Exportation de pétrole brut, en M de barils par jour	1,0	1,0	1,1
Réserves de change, en Mds USD	78,4	76,3	75,2

Sources : World Economic Outlook Database, Regional Economic Outlook Statistical Appendix (octobre 2024), FMI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

Rédaction : SER de Tunis

Abonnez-vous : [S'inscrire](#)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.